

Source name	Mercredi 11 janvier 2023
Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)	Le Droit (Ottawa, ON) (tablette) • 922 words
Source type	
Press • Newspapers	
Periodicity	
Continuously	
Geographical coverage	
Provincial	
Origin	
Ottawa, Ontario, Canada	

Cinq fois plus de demandes que de places pour le baccalauréat en droit à l'UQO

Daniel LeBlanc
Le Droit

L'engouement pour le nouveau baccalauréat en droit qu'offrira l'Université du Québec en Outaouais (UQO) dès septembre est plus que palpable. L'institution a reçu quasi cinq fois plus de demandes d'admission qu'il n'y a de places disponibles pour le programme dont la venue avait été qualifiée «d'historique» l'an dernier.

En date de mardi, 297 demandes avaient été formulées à l'établissement, alors que la toute première cohorte est contingentée à 65 étudiants en vue du trimestre d'automne 2023. C'est presque 80 inscriptions de plus qu'il n'y a pas plus tard que trois semaines. Une tendance à la hausse qui risque bien de se poursuivre puisque la date butoir pour soumettre une demande pour ce baccalauréat de trois ans est le 1^{er} mars.

Pour un programme attendu depuis longtemps – la rectrice Murielle Laberge s'était fait un devoir lors de l'annonce de Québec en juin dernier que la création du dernier baccalauréat de ce type remonte à un demi-siècle dans la province –, ces chiffres ont de quoi satisfaire la rectrice Murielle Laberge.

«C'est tellement positif, constructif et motivant. Les gens répondent. [...] Visiblement, il y a de la demande. La conclusion, c'est qu'on aurait peut-être dû faire ça il y a longtemps», dit-elle, no-

tamment en référence au fait que le programme d'études est offert depuis des années à l'Université d'Ottawa.

Julie Bourgault, directrice du département de droit

Il y a quand même un bon engouement pour tous les programmes de droit au Québec, il y a beaucoup de demandes mais peu de places.

Un intérêt constaté dès le début

Le son de cloche est semblable pour la directrice du département de droit, Julie Bourgault, qui estime qu'il est clair que «le programme attire les regards».

«On a pas loin de 10 (demandes d'admission) par jour depuis le retour de Noël. Il est toujours difficile de faire la planification d'effectifs mais on avait bon espoir, avec l'intérêt qu'on a constaté dans les sondages faits auprès d'étudiants de la région et d'ailleurs, de combler nos 65 places. On avait eu énormément de répondants à l'époque, ce qui est un peu inhabituel. Mais on ne pou-



L'Université du Québec en Outaouais, qui offrira un nouveau baccalauréat en droit dès septembre 2023, a reçu quasi cinq fois plus de demandes d'admission qu'il n'y a de places disponibles pour le programme.
. 123rf

vait pas se douter que ça irait aussi rapidement, qu'on aurait autant de demandes», explique-t-elle.

Cette dernière concède que face à cette popularité, il y aura bien sûr plusieurs choix à faire lors de l'analyse approfondie des dossiers. Elle rappelle cependant qu'il est loin d'être rare que de futurs étudiants universitaires fassent des demandes d'admission dans plus d'un programme.

Si les frais de scolarité plus bas peuvent jouer dans la balance, M^{me} Bourgault

estime toutefois que plusieurs raisons peuvent expliquer la réponse de la communauté, dont une en particulier.

«Il y a quand même un bon engouement pour tous les programmes de droit au Québec, il y a beaucoup de demandes mais peu de places. En partant, il y a aussi le fait qu'il s'agit d'une nouveauté pour l'Outaouais, à la journée portes ouvertes (l'automne dernier) on avait déjà eu beaucoup de visites», affirme-t-elle.

Le département de droit débutera ses opérations avec six professeurs, mais l'UQO précise que des affichages de postes sont anticipées chaque année afin qu'on compte à terme 11 personnes au sein du corps professoral. Lors de l'annonce de l'implantation du programme par l'ex-ministre de l'Enseignement supérieur Danielle McCann de même que le ministre responsable de l'Outaouais, Mathieu Lacombe, la rectrice Murielle Laberge avait révélé que le travail en coulisses, y compris auprès du milieu du droit qu'on a dû convaincre, s'est avéré «titanesque».

«C'était une aberration que nos étudiants et étudiantes soient obligés d'aller dans une autre province pour pouvoir étudier le droit qui est exercé d'ici au Québec», avait-elle entre autres lancé.

Le droit civil, aussi enseigné sur la rive ottavienne, n'est d'ailleurs pratiqué qu'en sol québécois.

Le ministre Lacombe, de son côté, estimait que c'était une question de fierté et d'autonomie, spécifiant qu'on était «capable de faire les choses chez nous».

Réactions du milieu

La Chambre des notaires du Québec salue aussi l'engouement pour ce nou-

veau programme.

«Je suis heureuse de constater que le nouveau baccalauréat en droit de l'Université du Québec en Outaouais suscite un vif intérêt. Ce nouveau programme répond en tous points aux exigences de notre ordre professionnel. Ainsi, les étudiants qui choisiront la profession de notaire posséderont une base solide pour leur permettre de poursuivre leurs études à la maîtrise en droit notarial. Je me réjouis que tant d'étudiants choisissent le droit comme choix de carrière, domaine aux multiples possibilités», de dire sa présidente, M^e Hélène Potvin.

Invité à commenter, le Barreau de l'Outaouais et la bâtonnière M^e Geneviève Blais ont préféré nous référer au Barreau du Québec, qui n'a de son côté pas répondu à notre demande. Le printemps dernier, l'Université d'Ottawa – dont la Faculté de droit accueille quelque 250 étudiants par cohorte – ne s'était pas montrée très inquiète des impacts potentiels de l'arrivée d'un baccalauréat en droit du côté québécois de la rive.

La doyenne de la Section de droit civil de la Faculté, M^e Marie-Ève Sylvestre, avait souligné que des liens sont établis depuis 1953 avec «la communauté juridique de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue» et que l'entité jouit d'une «excellente réputation» au sein du milieu juridique québécois.

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2023-01-10 à 21h05 HE.